L’ensemble du Conseil national du numérique démissionne suite à l’exclusion de Rokhaya Diallo (MàJ)

19/12/2017 à 17h08

> *"Demain est un autre jour" Message collectif >> https://t.co/QpqWqNKISp pic.twitter.com/Z5jFNKZHQG*
>
> *— CNNum (@CNNum) December 19, 2017*

La fondatrice du fonds d’investissement a pris cette décision après la polémique autour du choix de faire venir Rokhaya Diallo.

Et Marie Ekeland démissionna… Huit jours après leur nomination, la présidente du Conseil national du numérique, a rendu son tablier à Mounir Mahjoubi, le secrétaire d’Etat au numérique. Une décision que la fondatrice du fonds d’investissement a prise après la polémique autour du choix de faire venir Rokhaya Diallo. Devant la bronca suscitée par cette nomination, le secrétaire d’Etat au numérique avait demandé la tête de la jeune femme.
Plutôt que se plier à l’injonction gouvernementale, Marie Ekeland a préféré renoncer à proposer une recomposition du collège des trente membres fraîchement nommés. « Nous avons beaucoup travaillé avec Mounir Mahjoubi et les membres du CNNum à trouver une solution qui permette d’en conserver son intégrité et son entièreté. Nous n’y sommes pas arrivés », a justifié l’entrepreneuse dans une lettre rendue publique. Dans

la foulée, d'autres membres du conseil suivent son exemple. Pierre -Yves Geoffard, de l'Ecole d'Economie de Paris, quitte également l'institution.

Pour Mounir Mahjoubi, le coup est rude. Le benjamin du gouvernement, qui avait présidé le CNNum jusqu'au début 2017 avant de rejoindre la campagne d'Emmanuel Macron, avait mis de nombreux mois à relancer cette institution censée orienter le gouvernement sur les sujets numériques. « Dans le milieu des start-up, les débats sont légion. Quand un projet rate, on arrête et on recommence, tente-t-il de justifier après cet échec. Marie Ekeland a voulu un projet pour le CNNum très global, cela ne permettait pas d'avancer sur les questions du numérique ».

Une chose est sûre, cette crise démontre toute l'ambiguïté de la place de cette institution dans le débat public. Officiellement, le gouvernement voulait en faire une entité « indépendante » et avait fait mine de donner à Marie Ekeland toute la liberté dont elle avait besoin pour mener à bien son projet. Mais la reprise en main gouvernementale montre à quel point une commission consultative a les mains liées. « La forme actuelle de nomination et de fonctionnement du CNNum portent à confusion et ne peuvent pas garantir son indépendance », a d'ailleurs acté Marie Ekeland dans sa lettre. « L'indépendance, ça ne veut pas dire'trop loin'», admet Mounir Mahjoubi lui-même. (….)

www.lemonde.fr